

VERAN : La suffisance ne masquera pas les insuffisances



Même si les vociférations et outrances du ministre de la santé ne nous surprennent plus, force est de constater qu'une ligne rouge a été franchie jeudi dernier où à propos de soignants mobilisés il a déclaré : « Vient un temps où ces personnes n'auront plus le loisir de faire grève puisque par définition cette obligation vaccinale s'appliquera. ».

Cette remise en cause du droit de grève, droit protégé par la Constitution, pilier de nos libertés syndicales est inacceptable et nous entendons que le gouvernement condamne ses propos.

La grève n'est pas un loisir comme le soutient Vérán mais bien le seul moyen d'action collective qui nous ait permis de conquérir des droits, que ce soient les congés payés ou la Sécurité Sociale...

C'est d'ailleurs pourquoi en juin de nombreux mouvements reconductibles ont eu lieu à l'initiative de la CGT pour dénoncer la situation dans les CAF, et ce n'est pas fini. À part les chantres du macronisme qui peut croire que les 60 jours de grève des cheminots et leurs salaires à zéro lors du mouvement des retraites étaient un loisir ?

Nul doute que derrière ses propos outranciers Veran essaye de cacher sa gestion catastrophique de l'épidémie.

Il a ainsi continué à faire fermer des lits voir des hôpitaux. En 18 mois rien n'a été fait pour la prévention et la gestion vaccinale a été désastreuse par la méfiance qu'elle a créée. Aujourd'hui encore des personnes âgées ou fragiles ne sont pas vaccinées notamment parce qu'elles n'ont pas d'accès aux sites de prises de rdv ou sont trop éloignées. Ce n'est pas non plus un hasard si courbe de vaccination et courbes de pauvreté sont inversées ainsi la situation catastrophique dans les Dom Tom résulte tout autant du désengagement de l'État que de l'accélération de l'épidémie.

Derrière les déclarations du ministre c'est bien toute la philosophie méprisante et anti-sociale du gouvernement qu'on retrouve. Si la grève est un loisir, le chômage lui serait un choix, les français des gaulois réfractaires qui ne travaillent pas suffisamment... Pour lui cela justifie donc la reprise de toutes les réformes alors même que l'épidémie est loin d'être finie.

Après la catastrophique réforme des aides aux logements qui avait pour seul but d'économiser un milliard sur le dos des plus pauvres, le gouvernement veut appliquer dès le 1er octobre la réforme de l'Assurance-Chômage qui durcira notamment les seuils d'accès. Dans le même état d'esprit contraint de montrer qu'il agit pour la jeunesse en grande précarité le gouvernement prévoit une extension de la garantie jeune mais en créant un nouveau palier où certains ne toucheraient que la moitié des aides actuelles. Survivre avec 300 € est-ce vraiment ce qu'on veut pour notre jeunesse ? ...

Face à cette politique la seule réponse passe bien par la mobilisation et donc la grève qui doit être la plus massive possible :

- **Le 23 septembre pour « 24 h sans Aide à domicile » afin de gagner la reconnaissance de ces métiers indispensables au quotidien**
- **Le 1er octobre avec les retraités pour une revalorisation immédiate et conséquente des pensions**
- **Le 5 octobre pour une grande journée interprofessionnelle et intersyndicale autour des questions d'emploi, de salaires et de protection sociale.**
- **Et chaque fois que les salariés le décideront collectivement.**

Face à la régression sociale, soyons à la hauteur des enjeux !